

Déclaration liminaire de la FSU au CSAD du 27 juin 2024



Madame la Directrice Académique,

Nous sommes ici pour évoquer les conditions de la rentrée prochaine en étudiant les BMP, les compléments de service ou l'affectation des stagiaires. Force est de constater qu'une nouvelle fois cette rentrée se fera dans des conditions très dégradées pour les enseignants et donc pour les élèves. La multiplication des postes neutralisés (dont nous savons très bien ce qu'il va en advenir), des postes non pourvus au mouvement, des compléments de service n'augure rien de bon, tout particulièrement pour l'enseignement professionnel qui apparaît, plus que jamais, sinistré.

Mais il est évident que toutes et tous, autour de cette table, sommes préoccupés par la situation politique d'une exceptionnelle gravité que vit le pays.

Par sa décision inconséquente de dissoudre l'Assemblée Nationale, le président de la République prend le risque de permettre à l'extrême droite d'arriver au pouvoir dans quelques jours.

Nous vivons un point de bascule, un de ces moments qui nous oblige, un de ces moments qui dépasse chacune de nos personnes.

L'extrême droite est évidemment l'ennemie du monde du travail et l'ennemie d'une École ouverte, tolérante, émancipatrice que nous appelons de nos vœux. Mais, plus fondamentalement, l'extrême droite représente un danger mortel pour les libertés publiques et la démocratie, sans lesquelles il n'est nul progrès social possible.

L'essentiel est en jeu. L'heure des choix clairs est arrivée.

Face au péril qui plane sur le pays, la FSU prend ses responsabilités et appelle les collègues à voter pour battre l'extrême-droite.

Dans ce contexte d'urgence démocratique, il est incompréhensible que ce gouvernement en sursis s'acharne à faire appliquer ses mesures mortifères qui abîment toujours plus la société. Pour en rester au domaine de l'Éducation, le bon sens le plus élémentaire commanderait de suspendre la mise en place du « choc des savoirs ». Mise en place contre laquelle l'immense majorité de la profession se mobilise, en particulier dans les conseils d'administration. Mais le ministère veut toujours passer en force, multipliant les arguties juridiques, déniaut aux conseils d'administration leurs derniers pouvoirs décisionnaires. Il est incompréhensible et irresponsable, alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, de vouloir instaurer une École fondée sur la discrimination et la stigmatisation des plus faibles et des plus défavorisés. Tout indique que notre actuelle ministre ne le sera plus dans quelques semaines : elle n'a donc plus la légitimité nécessaire pour imposer à toute une profession une réforme aussi régressive. Il faut arrêter de jouer avec le feu et arrêter d'entretenir la colère.

Toutes nos forces devraient être tendues vers un seul objectif : barrer la route du pouvoir à l'extrême-droite. Il n'est pas trop tard mais l'urgence est là. Ressaisissons-nous collectivement, votons et battons l'extrême droite pour éviter, demain, le pire !